



Les licenciements économiques

LOIRE-ATLANTIQUE

Situation au 31/07/2012

Document mensuel



Libre de diffusion sous réserve de mention de la source « Pôle emploi Pays de la Loire »

LES LICENCIÉS ÉCONOMIQUES AU COURS DU MOIS

En juillet 2012, **383** demandeurs d'emploi ont été inscrits pour motif licenciement économique. Ce nombre est en progression de **14%** par rapport à juillet 2011. Les licenciés avec dispositif représentent **65,8%** de l'ensemble et affichent une hausse de **17,2%**.

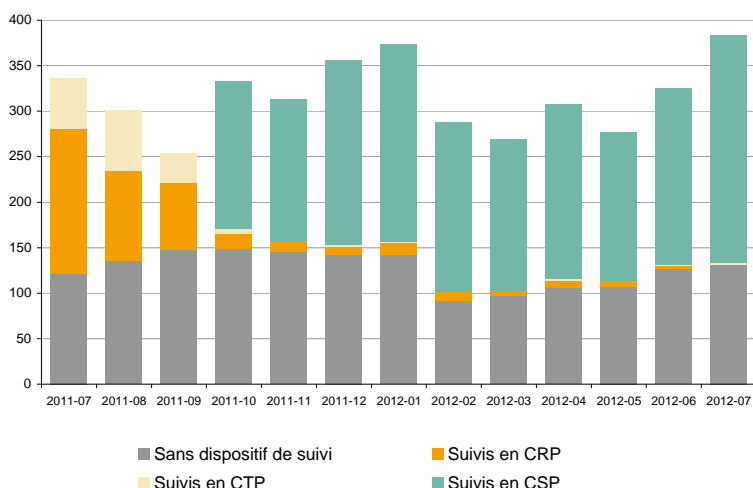
En tendance (moyenne mobile sur 3 mois), le nombre de licenciés économiques augmente nettement, après une longue période de baisse. Après un fléchissement début 2012, la valeur moyenne mensuelle repart à la hausse depuis juin 2012 (**328** licenciements en juillet 2012).

En un an, **3 782** personnes ont été inscrites pour ce motif sur le département de la Loire-Atlantique (soit une baisse de **4,3%**).

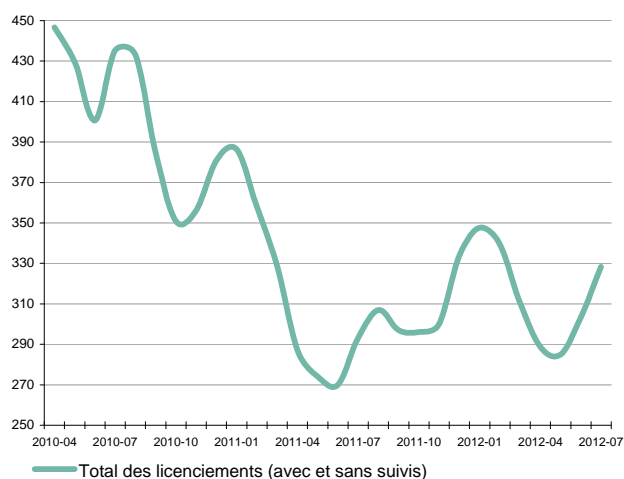
SOMMAIRE

- 1 Les licenciés économiques
- 2-3 Leurs caractéristiques socio démographiques
- La DEFM avec dispositif

Les inscriptions suite à licenciement économique



Moyenne mobile sur 3 mois



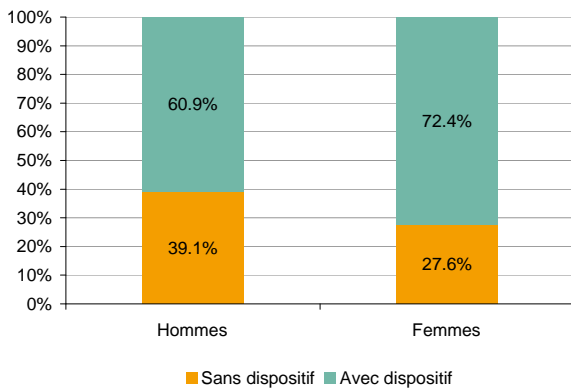
		Licenciés économiques	dont sans dispositif de suivi	%	dont avec dispositif de suivi	%	dont CRP	dont CTP	dont CSP
Valeur mensuelle	juil-12	383	131	34.2%	252	65.8%		2	250
	juil-11	336	121	36.0%	215	64.0%	159	56	
	Evolution	14.0%	8.3%		17.2%		-100.0%	-96.4%	
Cumul sur 3 mois	juil-12	985	365	37.1%	620	62.9%	10	3	607
	juil-11	879	355	40.4%	524	59.6%	397	127	
	Evolution	12.1%	2.8%		18.3%		-97.5%	-97.6%	
Cumul sur 12 mois	juil-12	3 782	1 522	40.2%	2 260	59.8%	255	115	1 890
	juil-11	3 952	1 846	46.7%	2 106	53.3%	1 550	556	
	Evolution	-4.3%	-17.6%		7.3%		-83.5%	-79.3%	

Source Persee

Information méthodologique : Sont comptabilisés comme licenciés économiques au cours du mois, les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 4, motif CRP (20), CTP (31), ou CSP (34), ainsi que les personnes inscrites en catégorie 1, 2 ou 3 pour motif licenciement économique (11).

LES CARACTERISTIQUES SOCIO DEMOGRAPHIQUES DES LICENCIES ECONOMIQUES

Répartition par sexe

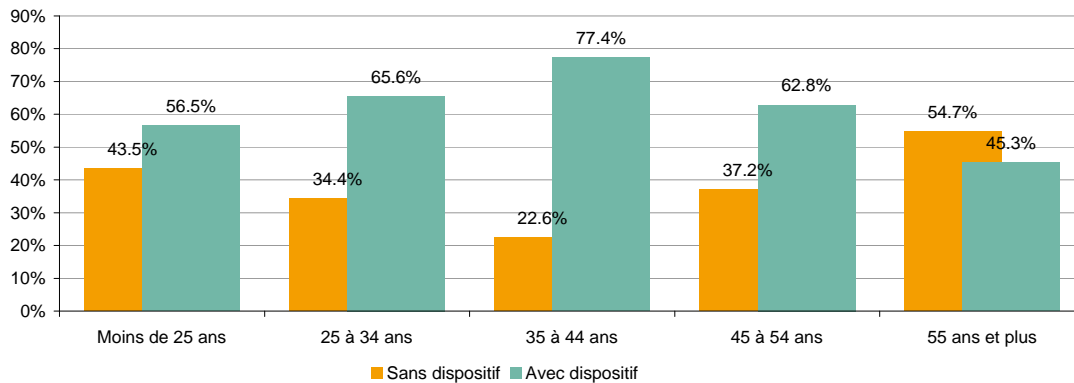


En juillet 2012, la proportion des femmes licenciées économiques avec un dispositif (**72,4%**) est plus importante que celle des hommes (**60,9%**).

Toutes les tranches d'âge ont une part plus importante d'adhésion à un dispositif à l'exception de la tranche d'âge 55 ans et plus (**45,3%**).

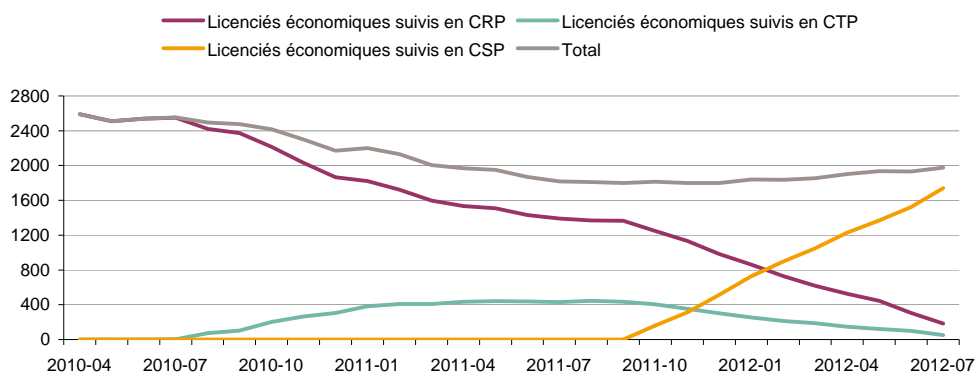
La tranche d'âge de 35 à 44 ans affiche le taux d'adhésion le plus élevé (**77,4%**).

Répartition par tranche d'âge



LA DEMANDE D'EMPLOI FIN DE MOIS AVEC DISPOSITIFS DE SUIVI (Cat. D)

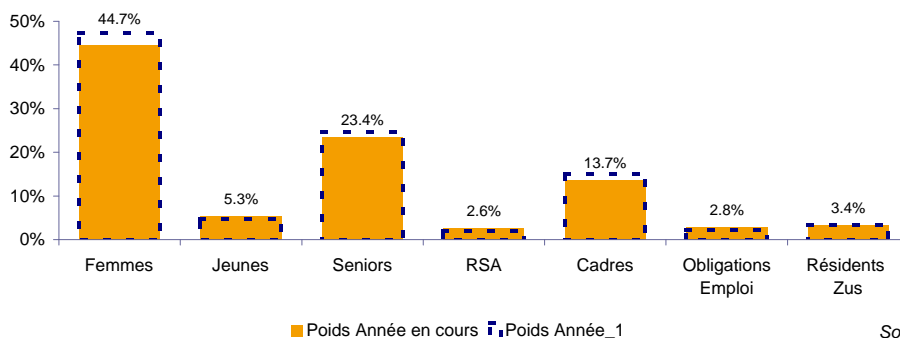
Evolution des DEFM



	juil-10		juil-11		juil-12	
	DEFM	DEFM	Evolution annuelle	DEFM	Evolution annuelle	
Licenciés économiques suivis	2 553	1 818	-28.8%	1 975	8.6%	
dont CRP	2 549	1 389	-45.5%	184	-86.8%	
dont CTP	4	429	10625.0%	51	-88.1%	
dont CSP				1 740		

	juil-11		juil-12		Evolution annuelle
	DEFM	Poids	DEFM	Poids	
Femmes	860	47.3%	882	44.7%	2.6%
Moins de 25 ans	87	4.8%	105	5.3%	20.7%
50 ans et plus	447	24.6%	463	23.4%	3.6%
Revenus de Solidarité Active	37	2.0%	51	2.6%	37.8%
Cadres	275	15.1%	271	13.7%	-1.5%
Obligations d'emploi	41	2.3%	56	2.8%	36.6%
Résidents Zone Urbaine Sensible	60	3.3%	67	3.4%	11.7%

N.C. : données non communiquées en raison du secret statistique (données < à 5).



Dispositif de la Convention de Reclassement Personnalisé (CRP) :

Le salarié bénéficiant d'une CRP perçoit une allocation spécifique (ASR) : pendant les 12 premiers mois, l'allocation correspond à 80 % du salaire de référence. Les salariés qui ont moins de 2 ans d'ancienneté peuvent bénéficier du dispositif de reclassement, mais avec une indemnisation moindre (l'ASR). La convention du 19 février 2009 relative à la CRP est entrée en application le 1er avril 2009 jusqu'au 31 août 2011.

Dispositif du Contrat de Transition Professionnelle (CTP) :

Mis en place à titre expérimental dans certains bassins d'emplois, le CTP s'adresse aux salariés dont le licenciement économique est envisagé dans une entreprise non soumise à l'obligation de proposer un congé de reclassement. Pendant la durée de ce contrat (maximum 12 mois), et en dehors des périodes durant lesquelles il exerce une activité rémunérée, le titulaire du CTP perçoit une « allocation de transition professionnelle » égale à 80 % du salaire brut moyen perçu au cours des 12 mois précédant la conclusion du CTP.

Ce dispositif prend fin au 31 août 2011.

Dispositif du Contrat de Sécurisation Professionnelle (CSP) :

Le dispositif du contrat de Sécurisation Professionnelle s'applique aux procédures de licenciement économique engagées à compter du 1er septembre 2011.

Il concerne tous les salariés visés par une procédure de licenciement économique qui totalisent au moins 4 mois d'affiliation à l'assurance chômage sur les 28 derniers mois pour les personnes de moins de 50 ans, ou 36 derniers mois pour les personnes de plus de 50 ans.

Le CSP concerne les entreprises de moins de 1000 salariés et les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (quel que soit le nombre de salariés) qui ont engagé une procédure de licenciement économique.

Le bénéficiaire du CSP perçoit une allocation de sécurisation professionnelle (ASP).

Son montant est fixé à 80% du salaire journalier de référence. Il ne peut être inférieur au montant que le salarié aurait perçu si l'ARE lui avait été versée durant cette période.

Ce dispositif prend la suite du dispositif du CTP et de celui de la CRP.

Situation à l'issue des dispositifs

Catégorie A : Demandeur d'emploi sans activité réduite

Catégorie B et C : Demandeur d'emploi avec activité réduite

Catégorie D : Demandeur d'emploi en formation

Catégorie E : Demandeur d'emploi en emploi (contrat aidé, créateur d'entreprise)

Sortie du dispositif : Demandeur d'emploi non inscrit

DEFM : Demande d'Emploi Fin de Mois

Obligation d'Emploi : Demandeur d'emploi bénéficiant de l'obligation d'emploi instituée par l'article L.323-1 du Code du travail : les travailleurs reconnus handicapés par la CDAPH, les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, les titulaires d'une pension d'invalidité, etc.